



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 62 – 10 FEVRIER 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

KENYA :
SIGNATURE D'UN
CONTRAT ENTRE LE
GROUPE PSA ET
URYSIA POUR
L'ASSEMBLAGE DES
VEHICULES DE LA
MARQUE PEUGEOT
AU KENYA

GUINEE : LANCEMENT
DES TRAVAUX
D'INTERCONNEXION
ELECTRIQUE ENTRE LES
QUATRE PAYS DE
L'OMVG

AFRIQUE DU SUD :
FORTE REDUCTION DU
DEFICIT COMMERCIAL
EN 2016, REFLET DE LA
FAIBLESSE DE LA
DEMANDE INTERNE

TOGO : PARTENARIAT
ENTRE LES CHAMBRES
DE COMMERCE DU
TOGO ET DE ROUEN

ETHIOPIE :
FINANCEMENT DE
75 M EUR POUR LES
PROJETS D'ADDUCTION
D'EAU ET SANITAIRES
DE 35 VILLES RURALES

MOZAMBIQUE :
SELECTION DE TROIS
SOCIETES POUR LE
DEVELOPPEMENT DE
PROJETS GAZIERS
DOMESTIQUES

COMORES :
INAUGURATION DE LA
NOUVELLE CENTRALE
ELECTRIQUE DE
VOIDJOU

CONGO BRAZZAVILLE :
LUTTE CONTRE
L'EXPLOITATION
ILLEGALE DES FORETS
EN AFRIQUE CENTRALE

NIGER :
LE PAYS REJOINT
L'ALLIANCE SMART
AFRICA



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ **Création d'un fonds italien de 200 M EUR pour freiner la migration clandestine africaine vers l'Europe**

Le gouvernement italien a annoncé le 1^{er} février 2017 la création d'un fonds de 200 M EUR destiné à aider les pays africains à réduire les flux de migration clandestine en direction de l'Europe. Plus de la moitié de l'enveloppe totale devrait revenir à la Libye, au Niger et à la Tunisie. Ce fonds aura pour objectif d'aider les pays de départ ou de transit des migrants à la lutte contre le trafic d'êtres humains et l'émigration clandestine. Les fonds versés pourront être consacrés à la formation des forces de sécurité, à des équipements ou à des instruments techniques visant à renforcer les frontières.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Guinée : lancement des travaux d'interconnexion électrique entre les quatre pays de l'OMVG**

Le Président Alpha Condé a assisté le 4 février au lancement des travaux de construction de la ligne d'interconnexion électrique entre les quatre pays de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG) regroupant le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau et la Guinée. Ce projet, dont le coût est de 722 M USD, permettra l'établissement d'une ligne interconnectée longue de 1 677 kms et fournira une capacité de 800 MW aux pays membres de l'OMVG.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : forte réduction du déficit commercial en 2016, reflet de la faiblesse de la demande interne

Le déficit commercial s'est élevé à -3 Mds ZAR (220 M USD) en 2016, après -52 Mds ZAR (3,93 Mds USD) en 2015. Cette chute reflète principalement un ralentissement de la demande intérieure qui a pesé sur les importations en 2016. Le solde de la balance commerciale devrait continuer de s'améliorer en 2017 étant donné la faible demande intérieure attendue qui devrait limiter les importations. L'augmentation des cours des matières premières et une légère amélioration climatique devraient favoriser les exportations.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : forte hausse de l'indice PMI en janvier, au-dessus des 50 points pour la 1^{ère} fois depuis juillet 2016

Au-dessus des 50 points pour la 1^{ère} fois depuis juillet 2016, l'indice PMI mesurant l'activité au sein du secteur manufacturier a fortement progressé, de 46,7 points en décembre à 50,9 points en janvier.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : nouvelle taxe de 15 % sur les produits alimentaires de base

Dans un contexte de grave crise de liquidités, le gouvernement a instauré une nouvelle taxe de 15 % sur les produits alimentaires de base (pommes de terre, riz, viande, etc.). Cette mesure aura mécaniquement d'importantes conséquences sur les populations les plus fragiles et fait l'objet de manifestations au Zimbabwe.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : baisse des flux de capitaux entrants de près de 50 % en 2016

En 2016, les importations de capital ont chuté de 46,9 %, passant de 9,6 Mds USD en 2015 à 5,1 Mds USD, le niveau le plus bas depuis 2007. Les investissements de portefeuille ont chuté de près de 70 % en g.a. à 1,8 Mds USD, et les IDE de 27,8 %, à 1,04 Mds USD. Un peu plus de 50 % des flux entrants ont bénéficié aux secteurs des télécommunications, bancaire et pétrolier-gazier. Le Royaume-Uni est resté le principal investisseur avec une part estimée à 40 % sur l'année, suivi des Etats-Unis et des Pays-Bas avec des parts respectives de 18,5 % et 10,1 %. La France recule de 4 places devenant ainsi le 11^{ème} investisseur étranger, avec des flux de 76,6 M USD, mais devance la Chine, 14^{ème} du classement, avec des flux estimés à 16,8 M USD.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : découverte d'1,6 Md USD de dépenses apparemment non comptabilisées**

Le nouveau ministre des Finances Ken Ofori-Atta a indiqué qu'un montant de 7 Mds GHC (1,6 Md USD) de dépenses non comptabilisées a été découvert dans les comptes publics. Le ministre des Finances de l'administration sortante, Seth Tekper a indiqué qu'il s'agissait de dépenses liées à un contrat de fourniture d'un système de gestion financière couvrant l'ensemble de l'administration. Cette nouvelle renforce les inquiétudes de la Banque centrale concernant le déficit public, qui devrait être supérieur aux 7 % évoqués dernièrement et qui pourrait atteindre 10 % du PIB. Pour information, le budget sera présenté le 2 mars pour être voté par le Parlement à la fin du mois de mars.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : mission du FMI, vers une renégociation de l'accord FEC**

Le FMI, qui fin 2016 avait déclaré qu'il ne renégocierait pas le programme signé avec le Ghana en avril 2015, a finalement revu sa position et une première mission est actuellement à Accra pour discuter avec la nouvelle administration confrontée à l'héritage du précédent gouvernement. Cette première mission est destinée à renégocier certains aspects de l'accord de facilité élargie de crédit, au regard notamment du déficit public qui devrait s'avérer sensiblement supérieur aux dernières prévisions, tandis que la thérapie de choc du nouveau Président pour relancer et diversifier l'économie devrait se traduire dans un premier temps par une diminution des recettes et une progression des dépenses.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : taux de réalisation des régies financières de l'Etat**

Les dernières statistiques des régies financières du Bénin font état d'un taux de réalisation de 90,6 % des recettes sur l'année 2016, soit 1,1 Md EUR de recettes recouvrées, contre une prévision de 1,25 Md EUR dans la loi de finances rectificative (LFR). Le taux de réalisation des douanes, de 87,5 %, explique en partie cette baisse des recettes. Les recettes douanières ont souffert de la baisse de l'activité portuaire liée notamment au ralentissement économique au Nigéria. Les recettes fiscales à l'importation ont ainsi été en baisse de 14,5 % par rapport à 2015. A noter que la LFR avait partiellement anticipé cette baisse, puisque le taux de recouvrement des recettes douanières par rapport à la loi initiale est quant à lui de 76,7 %.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : contraction de 7,4 % de la production de la noix de cajou**

Le pays a produit en 2016 environ 650 000 tonnes de noix de cajou, soit une baisse de 7,4 % par rapport à la précédente campagne et de 10 % par rapport aux prévisions. Cette baisse est essentiellement due à des conditions climatiques défavorables. Environ 14 % de la production a été transformée localement, contre un objectif de 15 % à 30 % fixé par le gouvernement. Selon les autorités, la Côte d'Ivoire est devenue depuis la campagne 2015, le 1^{er} producteur mondial de noix de cajou, devançant l'Inde. Le nombre de producteurs est d'environ 165 000 et les revenus distribués ont progressé de 70 %, à 440 M EUR en 2015.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : inflation annuelle de 0,8 % en 2016

L'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a progressé de 0,7 % en décembre 2016, portant l'inflation annuelle à 0,8 %. Cette progression résulte principalement de la hausse des prix des services de communication (+4 %), des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,5 %), des services de santé (+0,1 %), du poste « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,1 %) et des services de transports (+0,1 %). Sur une base annuelle, les prix à la consommation ont augmenté de 2,1 %.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : amélioration du déficit commercial en décembre

Le déficit extérieur entre novembre 2016 et décembre 2016 s'est réduit de 54,6 %, passant de 253 M EUR à 115 M EUR. Cette baisse s'explique par la chute de 178 M EUR des importations, surtout celle des produits alimentaires (-64 M EUR) et des machines et appareils (-31,4 M EUR) qui compense largement la baisse modérée de 19 M EUR des exportations due à l'absence d'exportations d'acide phosphorique (-15,5 M EUR). Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 46 %.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : légère diminution du déficit de la balance commerciale

A l'occasion de la publication de son rapport annuel, la Banque centrale des Comores (BCC) fait état d'une balance commerciale déficitaire de 151,5 M EUR en 2015, soit 25 % du PIB. Ceci constitue toutefois une diminution du déficit de 10,2 M EUR par rapport à 2014, diminution qui découle principalement d'une baisse notable des importations. En effet, les recettes tirées des exportations de l'ylang-ylang et du girofle ont diminué. Le déficit commercial s'explique principalement par l'étroitesse du tissu productif local et la faible diversification des exportations. Sur le plan géographique, l'Europe reste la première destination des produits comoriens tandis que les pays du Moyen-Orient constituent les principaux fournisseurs du pays.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ Cameroun : risque de surendettement toujours élevé

Selon le ministère des Finances, l'encours de la dette publique camerounaise au 31 décembre 2016, est estimé à 4725 Mds FCFA (26,3 % du PIB), contre 4488 Mds FCFA (26,7 % du PIB) au 31 décembre 2015, soit une augmentation de 5,3 %. En pourcentage du PIB, la dette camerounaise reste faible, très en deçà du seuil fixé la CEMAC à 70 %, cependant la dynamique de réendettement du Cameroun au lendemain de la sortie de l'initiative PPTE est inquiétante. Pour mémoire le Cameroun a été déclassé en 2015 par le FMI de pays à risque de surendettement modéré à pays à risque de surendettement élevé.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : forte décélération du crédit à l'économie

Le crédit à l'économie a atteint une croissance annuelle de 4,5 % en octobre 2016, soit une forte décélération alors que la croissance annuelle du crédit au secteur privé était de 19,5 % un an plus tôt. Aux incertitudes liées aux échéances électorales d'août 2017 s'ajoute les effets de la loi sur l'encadrement des taux bancaires, effective depuis septembre, dont il est toutefois difficile de jauger les effets pour l'instant. En outre, la Banque centrale a revu ses prévisions de croissance pour 2017 légèrement à la baisse, anticipant une croissance de 5,7 % en 2017 contre 5,9 % anticipé et ce, en raison des effets de la sécheresse dans le pays et des incertitudes liées au Brexit et à l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : le nombre d'arrivées de touristes en hausse de 20 %

Selon le ministère du Tourisme, 293 000 touristes ont visité Madagascar en 2016, soit une hausse de 20 % par rapport à 2015, avec des recettes qui ont atteint 702 M USD (7 % du PIB). Cette croissance a été favorisée par les actions de promotion du tourisme et la tenue d'événements internationaux à Madagascar, estime le ministère qui espère attirer 366 000 touristes en 2017 et 500 000 en 2018. Dans ce but, plusieurs chantiers sont en cours, dont la rénovation des aéroports d'Antananarivo et de Nosy Be en PPP par la société Ravinala (consortium Bouygues/ADP/Colas/Meridiam), la restructuration de la compagnie nationale Air Madagascar ainsi que la promotion de la destination Madagascar, désormais qualifiée « d'île aux trésors ».

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : incertitudes sur le volume de l'aide publique au développement pour l'année budgétaire

L'incertitude sur le montant de l'aide publique au développement qui sera effectivement versé par les bailleurs pour 2016/17 suscite les inquiétudes du gouvernement tanzanien. La revue mensuelle de décembre de la Banque de Tanzanie révèle que pour les cinq premiers mois de l'année budgétaire, le montant cumulé des dons et des prêts pour le financement des projets de développement était en deçà des engagements annoncés. La Tanzanie n'aurait en effet reçu que 32 % des décaissements prévus entre juillet et novembre 2016, soit 149 M USD au lieu de 495 M USD de dons et 199 M USD au lieu de 766 M USD de prêts non concessionnels. L'APD représente 1,6 Md USD, soit 12 % du budget.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo Brazzaville : le collectif des opérateurs économiques du Congo réclame à l'État le paiement de ses créances

Le collectif des opérateurs économiques du Congo (Copéco), qui réunit une centaine d'opérateurs économiques congolais, a tenu une assemblée générale extraordinaire le 1^{er} février à Brazzaville, pour évoquer la question des créances des opérateurs économiques membres du collectif, auprès de l'État congolais. Ces créances qui s'élèvent à 18 Mds FCFA (27,4 M EUR) ont été accumulées sur la période 2015-2017. Au nombre des administrations étatiques pointées du doigt, figure entre autres la Délégation générale aux grands travaux, pour des créances d'un montant de 10,6 Mds FCFA (16,1 M EUR) au titre des travaux effectuées par les membres du collectif, dans le cadre des programmes de municipalisations accélérées.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Nigéria : accord de partenariat numérique avec l'UE**

Adebayo Shittu, ministre des Technologies de la communication, a réaffirmé l'intention du gouvernement fédéral de collaborer étroitement avec l'Union européenne (UE) afin de créer un marché unique numérique au Nigeria. Le ministre a déclaré que ce partenariat destiné à soutenir le plan de développement numérique du pays, s'inscrit en plein dans la dynamique impartie par sa feuille de route stratégique TIC, *E-gouvernement* et *Mobile broadband plan*. A cette fin, la création d'un comité comprenant les agences du ministère et la *Nigerian computer society* (NCS), dédié au marché unique numérique, a été ordonné avant le sommet UE / Afrique qui se tiendra en novembre 2017 à Addis-Abeba.

✉ mounir.alhoz@businessfrance.fr

▼ **Burkina Faso : nouveaux accords de financement avec les Etats-Unis**

L'Agence américaine pour le développement (USAID) a signé, le 27 janvier 2017 à Ouagadougou, quatre conventions de financement pour un montant total de 28 Mds FCFA (43 M EUR) avec des structures engagées dans la lutte contre la pauvreté des populations en milieu rural. Il s'agit notamment du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'UNICEF, Lutheran World Relief et la Faïtière des Caisses Populaires du Burkina (FCPB).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : un programme de 350 M USD avec la Banque mondiale sur la période 2017-2020**

La Banque mondiale devrait accorder au Togo un appui de 350 M USD sur la période 2017-2020 dans le cadre d'un nouveau programme de partenariat. Découlant du Diagnostic systématique pays (SCD), la nouvelle stratégie proposée par la Banque a pour objectif d'aider le Togo à « mettre en place les conditions pour une croissance économique plus inclusive et durable, tirée par un secteur privé dynamique et des politiques publiques efficaces ».

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : signature de plusieurs accords lors de la visite officielle du Premier ministre nigérien en France**

Le Premier ministre nigérien a effectué une visite officielle de travail à Paris les 6 et 7 février 2017. Il était accompagné par plusieurs personnalités du pays, dont le ministre de l'Intérieur, le ministre des Finances, le Président de la Haute autorité pour la consolidation de la Paix et le Secrétaire général de la Chambre du commerce. Cette visite a été marquée par la signature de plusieurs accords socio-économiques et de conventions de financement avec la France. Le Premier ministre nigérien a présidé une rencontre avec les entreprises au Forum francophone des affaires et a reçu les membres de l'Association pour le développement des échanges internationaux des produits et techniques agro-alimentaires (ADEPTA).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : partenariat entre les chambres de commerce du Togo et de Rouen**

La Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) a signé le 7 février un accord de partenariat avec la Chambre de commerce de Rouen (France). La première mesure concrète de ce partenariat consistera à créer un centre de formation aux métiers de bouche, à Adetikopé. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre plus large de la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF), une association à but non lucratif dont l'objectif est de contribuer au développement du secteur privé africain par la coopération entre les chambres consulaires membres de son réseau.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : lancement de plusieurs projets d'infrastructures routières**

Une pré-qualification vient d'être lancée pour la construction de trois échangeurs dans le cadre d'un important projet de décongestion routière mené par le ministère des Infrastructures publiques. Connu sous le nom de *National Transport Network*, ce vaste projet - dont le montant total est estimé à plus de 1,2 Md EUR - comprend notamment l'aménagement d'une dizaine de voies et bretelles routières, la construction d'autoponts et d'échangeurs et d'un parc de stationnement de 1 000 places à Port-Louis. Ce programme inclut également la construction d'un métro léger (*Metro Express*), pour lequel deux groupements indiens ont été pré-qualifiés (un financement partiel lié étant apporté par l'Inde).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : financement de 75 M EUR pour les projets d'adduction d'eau et sanitaires de 35 villes rurales**

Créé depuis douze ans, le fond éthiopien *Water Resources Development Fund (WRDF)* est mandaté pour faciliter les ressources financières à destination des projets d'eau potable et les projets sanitaires. A cet effet, il a reçu un financement total de 75 M EUR provenance de la BEI, de l'AFD et de l'Agence italienne de coopération et de développement au bénéfice de 35 villes rurales. Huit villes ont déjà signé des accords pour un prêt de 7,5 M EUR (188 M ETB) pour mener des programmes qui bénéficieront à près de 850 000 personnes.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : visite du ministre de l'Economie et des Finances Michel Sapin**

Le ministre Michel Sapin s'est rendu au Kenya dans le cadre d'une visite bilatérale samedi 4 et dimanche 5 février. Le ministre s'est entretenu avec le président Uhuru Kenyatta mais aussi avec les ministres kényans en charge des Finances, de l'Industrie, et des Affaires étrangères. Il a également rencontré des membres de la communauté d'affaires kenyane. Enfin, il a assisté aux côtés du président Kenyatta aux signatures de l'accord entre le groupe PSA et son partenaire Urysia et de la convention de financement du barrage de Ruiru2, projet devant favoriser l'approvisionnement de Nairobi en eau potable, d'un coût total de 181 M EUR, financé à hauteur de 49,25 M EUR par deux prêts du Trésor.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la Banque islamique de développement (BID) accroît ses financements**

Par décrets présidentiels du 6 février 2017, le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire a été habilité à signer avec la BID des accords de financement dit « d'Istisna'a » et de « services Ijara » pour un montant global de 30,1 M USD (16,6 Mds FCFA). Ces financements serviront à l'alimentation en eau et assainissement en milieu rural. Pour mémoire l'encours de la dette du Cameroun due à la BID s'élève au 31 mars 2016 à 77,6 Mds FCFA et le montant des soldes engagés non décaissés s'établit 170 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 54,9 Mds FCFA de l'Eximbank-India pour la construction de lignes électriques**

Ce financement est dédié à la construction d'un circuit de transport d'électricité de 225KV produit à partir du barrage hydroélectrique de Lom Pangar dans l'Est du pays. Le projet, d'un montant global de 64,5 Mds FCFA avec 20 % apportés par la partie camerounaise, permettra d'interconnecter les régions du Littoral, du Centre, de l'Ouest et de l'Est.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo Brazzaville : le pays entend booster le secteur halieutique**

Grâce à un financement de 10 Mds CFA du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du Fonds de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP), la République du Congo va prochainement lancer un projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentale (PD-PAC). Ce projet vise entre autres à améliorer les revenus issus du secteur, à augmenter la production halieutique et à former les acteurs du secteur. Le PD-PAC entend mettre l'accent sur la promotion de la pisciculture commerciale. Le projet couvrira les départements des Plateaux, de la Cuvette, de la Cuvette-ouest et de la Sangha.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo Brazzaville : la Banque mondiale s'engage en faveur de la modernisation de l'agriculture**

Le gouvernement congolais prépare un nouveau projet d'appui au développement et à la modernisation de l'agriculture familiale, commerciale et à l'agro-industrie, afin d'assurer au pays la sécurité alimentaire et participer à la diversification du pays. La Banque mondiale a fait savoir le 24 janvier qu'elle avait déjà mobilisé 100 M USD et que le Fond koweïtien apporterait 50 M USD pour la réalisation d'infrastructures routières rurales. La BAfD, la BID et le Fonds de l'OPEP ont également été approchés. Le projet appuiera, entre autres, les réformes institutionnelles pour un accès sécurisé à la terre et pour le renforcement des capacités des institutions publiques.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Cacao : les bonnes récoltes font plonger les cours

En 2016, le cours du cacao s'est maintenu en raison de mauvaises récoltes intermédiaires en Côte d'Ivoire et au Ghana. Mais depuis octobre, avec d'excellentes prévisions de production, le cours a chuté de 25 %. À la Bourse de Londres, il est passé de 2 300 livres sterling par tonne à 1 745 (de 2 550 à 2 045 EUR). En Côte d'Ivoire, la chute des cours est une très mauvaise nouvelle. Les autorités, qui ont vendu par anticipation 70 % de la récolte actuelle sur la base des prix élevés, ont accordé une hausse de 10 % du prix minimum garanti payé au producteur (1 100 F CFA par kilo). La situation est de plus en plus alarmante selon des sources locales.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Afrique du Sud : baisse du nombre d'interceptions de lots d'agrumes sud-africains contaminés par la maladie de la tache noire à l'entrée sur le marché européen

En 2016 seulement 4 lots d'agrumes sud-africains ont été interceptés par les autorités phytosanitaires européennes pour cause de contamination par la maladie de la tache noire des agrumes, contre 28 en 2014 et 15 en 2015. Les autorités sud-africaines et les responsables de la filière agrumes se félicitent de cette nouvelle baisse qui est le résultat d'un important programme de suivi et de contrôle de la maladie dans les vergers, pour répondre aux nouvelles exigences phytosanitaires européennes mises en place en 2014.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : le département de l'Agriculture délègue le contrôle de la conformité des produits alimentaires à des prestataires de services

Le département de l'Agriculture a publié les nouvelles dispositions relatives à l'inspection des produits alimentaires pour s'assurer de leur conformité avec les normes nationales. Les coûts de l'inspection seront à la charge du producteur ou de l'importateur et interviendront à tous les niveaux des filières concernées. Le département a délégué les contrôles à trois prestataires de services : *Nejahmogul Technologies and Agric Services* pour les produits laitiers, *Agency for Food Safety* pour la viande de volaille et les œufs et *Impumelelo Agribusiness Solutions* pour tous les produits transformés et en conserve disposant de normes spécifiques.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : pose de la première pierre du premier parc agro-industriel éthiopien

Le 2 février, le Premier ministre éthiopien a posé la première pierre du parc industriel agroalimentaire éthiopien à Bure (région Amhara). Le parc s'étendra sur 260 ha et rassemblera 60 hangars larges (ou 120 de taille moyenne) pour héberger les entreprises. Il s'agit d'un investissement de 1,5 Mds USD qui inclura à terme trois autres parcs agro-industriels situés dans trois autres régions (Tigré, Oromo, et Peuples et Nationalités du Sud). Ces parcs cibleront des investisseurs qui s'engageront dans la transformation de la volaille, du bœuf, du miel, des produits laitiers, des céréales, des fruits et légumes ainsi que du café.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Le défi des groupes miniers chinois en Afrique

Alors que la Chine représente 43 % de la demande en métaux de base – fer, cuivre, bauxite-aluminium et manganèse –, les acteurs chinois sont encore méconnus et de taille moyenne dans le secteur. Pourtant, certains groupes gagnent en compétence, notamment en Afrique où ils bénéficient d'un soutien diplomatique et financier efficace de leur gouvernement. Les groupes miniers chinois majeurs en Afrique sont quasiment tous publics – ou semi-publics. L'État chinois favorise les rapprochements afin de faire des économies d'échelle, comme l'a illustré l'opération de fusion-acquisition qui a permis à l'aciériste BaoSteel d'acquérir le minier Wuhan Iron and Steel Corp. Pékin pousse également ses groupes miniers à diversifier leur portefeuille alors qu'ils étaient spécialisés dans un seul minerai.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Afrique du Sud : entrée en service commercial de la dernière unité d'Ingula (333 MW)

Le fournisseur national d'électricité Eskom a annoncé l'entrée en service commercial de la dernière unité de la pompe de stockage d'Ingula, une centrale hydroélectrique située dans les montagnes du Drakensberg, marquant l'achèvement de la construction de la centrale. Avec quatre unités de production de 333 MW chacune, Ingula était le plus petit des projets d'infrastructure d'Eskom en construction ces 10 dernières années. Son achèvement permet à Eskom d'atteindre une capacité installée totale de près de 44 000 MW et de se concentrer sur la construction des centrales de Medupi et de Kusile (4 800 MW chacune).

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Eskom reçoit 27 déclarations d'intention en réponse à la demande d'information (RFI) émise dans le cadre du programme nucléaire

Si l'identité des différentes entreprises n'a pas été révélée, celles-ci proviendraient principalement des pays avec lesquels l'Afrique du Sud a signé un accord de coopération dans le domaine du nucléaire, soit principalement du Canada, de la Chine (SNPTC), de la Corée du Sud (KEPCO), des Etats-Unis, de la France (EDF), du Japon et de la Russie (Rosatom). Emis le 20 décembre 2016, il est prévu de clôturer le RFI le 28 avril prochain, les entreprises intéressées ayant jusqu'au 31 janvier 2017 pour confirmer leur participation.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : sélection de trois sociétés pour le développement de projets gaziers domestiques

L'Institut national du pétrole (NPI) a annoncé l'attribution de projets de développement de gaz offshore, issu du bassin de Rovuma, à la société norvégienne Yara International, l'anglo-néerlandais Shell Mozambique et GL Africa Energy, enregistrée à Londres. Yara utilisera ses 80 millions de pieds cubes/jour pour sa future usine de fertilisants et la production de 30 à 50 MW, Shell Mozambique s'est vu attribuer entre 310 et 330 millions de pieds cubes/jour pour alimenter son usine GTL (gaz-to-liquid) et produire entre 50 MW et 80 MW d'électricité. Enfin, GL Africa Energy souhaite construire une centrale de 250 MW grâce aux 41,8 millions de pieds cubes/jour de ressources gazières concédées par Maputo.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la raffinerie de Port Harcourt (PHRC) devrait générer un revenu annuel de 5 Mds USD après sa réhabilitation par Eni**

D'après l'Agence Ecofin, PHRC générera un revenu annuel de plus de 1 500 Mds NGN (5 Mds USD), une fois sa réhabilitation achevée par le groupe italien Eni. Selon le directeur général de PHRC, après sa restauration, l'infrastructure produira 210 000 barils de pétrole par jour (b/j), soit 47 % de la production combinée attendue des raffineries de l'Etat, estimée à 445 000 b/j. Il ne s'agirait là que d'une des 3 raffineries à réhabiliter. Pour rappel, la semaine dernière, suite à la signature du MoU entre le groupe Eni et la compagnie pétrolière nationale du Nigéria (NNPC), General Electric a exprimé son intérêt à réhabiliter également les raffineries de Warri et Kaduna, et ce avant la fin de l'année 2017.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Comores : inauguration de la nouvelle centrale électrique de Voidjou**

Le Président comorien a inauguré le 5 février la nouvelle centrale électrique de Voidjou, d'un coût supérieur à 15 M EUR. La mise en service de cette centrale traduit la volonté du gouvernement de placer le secteur de l'énergie au cœur des priorités pour le développement économique et social du pays. Cette centrale, équipée par Caterpillar France, devrait mettre un terme aux délestages récurrents et garantir une fourniture régulière d'électricité.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ **Maurice : le groupe Harel Mallac inaugure une ferme solaire à Mont-Choisy**

Fin janvier, Solar Field Ltd, filiale du groupe mauricien Harel Mallac réalisant un chiffre d'affaires d'environ 110 M EUR et employant 1600 salariés, a inauguré sa première ferme solaire (2 MW), située à Mont-Choisy dans l'ouest de l'île. C'est le constructeur espagnol Grandsolar qui a fourni les 6 440 panneaux héliotropes installés sur une zone de 3,8 ha. Ce projet a été monté conjointement avec le groupe espagnol Dhamma Energy. Plusieurs contrats pour les fermes solaires de 9 à 15 MW sont actuellement en cours d'attribution (sous forme de PPP) par le *Central Electricity Board*. Aujourd'hui, l'énergie verte représente plus de 20 % de la production totale d'électricité à Maurice.

✉ jerome.chastent@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : un institut britannique chargé d'une étude dans le secteur des énergies**

L'*Institute for Environmental Analytics*, basé au Royaume-Uni au sein de l'Université de Reading, vient de se voir confier par le gouvernement seychellois la mise en œuvre d'un projet (*RE-SAT / Renewable Energy Space Analytic Tool*) consistant à analyser le potentiel en énergies renouvelables des Seychelles (dont le solaire et l'éolien) à partir d'observations menées en liaison avec l'agence spatiale britannique (*UK Space Agency*). Le contrat, qui se monte à 330 000 GBP, devrait être exécuté en partenariat avec le PNUD. Le gouvernement seychellois s'est engagé à faire progresser rapidement la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de l'archipel.

✉ jerome.chastent@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : projet de taxation du charbon de bois pour en limiter les effets sur l'environnement**

La Tanzanie envisage de créer une taxe sur le charbon de bois pour en limiter l'utilisation. Le gouvernement compte présenter ce mois-ci un projet de loi disposant que quiconque vendra ou exportera du charbon devra payer une taxe d'environ 11 USD sur chaque sac de 90 kg de charbon de bois, les fonds recueillis étant consacrés au reboisement. Selon l'agence des forêts Tanzanienne 2,3 millions de tonnes de charbon de bois sont consommés chaque année et plus de 370 000 hectares de forêts sont coupés. Le charbon de bois et les autres sources de biomasse représentent 85 % de la consommation totale d'énergie de cuisson et l'industrie du charbon de bois tanzanienne génère environ 650 M USD par an.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo Brazzaville : lutte contre l'exploitation illégale des forêts en Afrique Centrale**

Un projet pour la promotion d'une meilleure gouvernance forestière dans le bassin du Congo a été lancé le 2 février à Brazzaville dans le cadre des accords de partenariat volontaire (APV) signés avec l'Union européenne (UE). Le projet visera à réduire les risques d'exploitation illicite du bois grâce à la vérification de la légalité et à la certification des produits forestiers exportés sur le marché de l'UE. La FAO pourrait apporter un appui technique et financier aux projets, permettant d'améliorer de manière durable les rendements des activités de foresterie.

✉ marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Kenya : signature d'un contrat entre le groupe PSA et URYSIA pour l'assemblage des véhicules de la marque Peugeot au Kenya**

Urysia, est importateur et distributeur de la marque Peugeot au Kenya depuis 2010. La cérémonie de signature s'est tenue dans les locaux de la présidence, *Kenyan State House*, à Nairobi. Ce projet d'assemblage démarrera en juin 2017 pour un volume annuel de plus de 1 000 unités destiné à couvrir les besoins du marché kenyan. La production démarrera avec la Peugeot 508, suivie par le nouveau SUV Peugeot 3008. Cet accord s'inscrit dans le cadre du plan *Push to Pass* de PSA et matérialise l'ambition du groupe de se développer à l'international.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Zambie : grand projet de construction de logements sociaux à Lusaka**

La *National Housing Authority* soutient un projet de construction de 12 500 logements qui bénéficieraient à 50 000 d'habitants des bidonvilles de Misis et Kuku pour un coût de 560 M EUR. Ce chantier nécessite un engagement politique important car son financement repose sur le concept du *rent-to-own*. C'est-à-dire que les locataires, au travers d'un loyer de 10 EUR par mois, investissent pour devenir propriétaire au bout de 10 ans. L'objectif est de construire une nouvelle ville qui garantirait à ses habitants l'accès au centre d'affaires et réduirait le nombre de fonctionnaires et affiliés qui vivent dans des logements informels.

✉ camille.laporal@businessfrance.fr

▼ Nigéria : l'Etat de Lagos va bientôt privatiser la gestion des déchets

L'Agence de gestion des déchets de Lagos (LAWMA) vient d'annoncer que le gouvernement de l'Etat de Lagos va privatiser la gestion des déchets, faute de ressources financières nécessaires à cette mission. La LAWMA deviendrait alors un régulateur du secteur. La ville de Lagos génère actuellement 14 000 tonnes métriques de déchets par jour, selon le même organisme. Suite à cette annonce, les exploitants actuels de déchets dans l'Etat de Lagos ont approché une haute cour d'Etat pour empêcher le gouvernement de les remplacer par de nouveaux opérateurs.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : négociations de nouveaux prêts avec la Chine dans le secteur ferroviaire

Le gouvernement fédéral du Nigéria et le gouvernement de Kano sont actuellement en négociations séparées avec l'Exim Bank chinoise pour des prêts de plusieurs milliards de dollars afin d'exécuter deux projets ferroviaires : alors que le gouvernement fédéral négocie un prêt de 1,2 Mds USD pour une nouvelle ligne ferroviaire Kano-Kaduna, le gouvernement de l'Etat de Kano a demandé à la banque 85 % des 1,85 Mds USD nécessaires pour un projet ferroviaire intra-urbain. Ce dernier projet couvrirait notamment le financement de quatre lignes. Pour rappel, le ministère des Affaires étrangères chinois avait promis en janvier dernier près de 40 Mds USD d'investissement au Nigéria dans les années à venir.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la Société générale renforce son réseau

La filiale ivoirienne de la Société générale (SGBCI), leader du secteur bancaire de l'UEMOA, vient d'ouvrir deux nouvelles agences « modernes » dans la ville d'Abidjan, l'une située à Yopougon (plus grande commune de la capitale) et l'autre à Treichville. Celles-ci sont équipées d'espaces libre-service permettant aux clients de gérer leurs comptes en toute autonomie. Par exemple, le client a désormais la possibilité dans ces agences d'éditer son relevé de compte à tout moment. De plus, la SGBCI et Total ont initié un partenariat qui leur permet de mettre à la disposition de leurs clients communs, un espace dédié aux opérations de versements en espèces, de remises chèques, de virements et de rechargement de cartes de carburant Total.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la compagnie aérienne portugaise TAP annonce son retour

La compagnie vient d'annoncer son retour à Abidjan, 15 ans après son dernier vol dans la capitale ivoirienne. Le vol inaugural est prévu pour le 17 juillet prochain. Abidjan sera reliée à l'aéroport de Lisbonne-Humberto Delgado par cinq vols hebdomadaires. Avec l'ouverture de cette ligne, TAP entend *renforcer sa position sur le continent africain*, où elle desservira ainsi 15 destinations dans huit pays, dont l'Afrique du Sud, l'Angola, la Guinée-Bissau, le Mali, le Maroc, le Sénégal et le Cap-Vert. A ce jour, 25 compagnies desservent l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny. En 2016, cet aéroport a enregistré 1 829 000 passagers en 2016, soit une hausse de 16 % par rapport à 2015.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le pays rejoint l'Alliance Smart Africa

Lors du 28^{ème} sommet des Chefs d'Etat de l'Union africaine, le Niger a rejoint l'Alliance Smart Africa, marquant la volonté du pays à mettre en œuvre un environnement favorable à l'éclosion d'une économie numérique nationale inclusive et compétitive. Le gouvernement entend porter le taux de couverture national d'accès aux TIC à 100 % et le taux de pénétration à 70 %, en améliorant les infrastructures et en créant un cadre d'incitation et de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans les TIC. Il veut également finaliser la construction de la dorsale nationale et les interconnexions internationales en fibre optique. Le taux d'accès à Internet reste très faible au Niger (2,1 % en 2016, pour une population de 18 millions d'habitants).

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Guinée : Turkish Airlines dessert désormais Conakry

La compagnie Turkish Airlines a inauguré à Conakry son premier vol en provenance d'Ouagadougou le 30 janvier 2017. Deux vols par semaine sont prévus en provenance d'Istanbul via Ouagadougou (lundi et jeudi).

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : un projet d'agrandissement du port de Victoria à l'étude

Les autorités seychelloises envisagent une consolidation et un agrandissement de l'infrastructure portuaire de Victoria, la capitale de l'archipel. Le quai existant, long de 270 m, pourrait être prolongé de 330m afin d'avoir la capacité d'accueillir simultanément deux bateaux de croisière. *Seychelles Ports Authority* a pour objectif que les travaux, dont le coût est estimé à 110 M USD, puissent débuter vers la fin 2017. Inauguré en 1972, Port Victoria a fait l'objet d'un premier aménagement en 1986. A noter qu'un quai de débarquement de 425m pour les bateaux de pêche a été construit en 2015, dans le cadre d'un partenariat (BOT sur 25 ans) avec un investisseur privé français.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la chaîne hôtelière Onomo débarque à Pointe Noire et Brazzaville

La chaîne hôtelière Onomo, appartenant au groupe immobilier Batipart, et présente uniquement sur l'Afrique de l'Ouest, a choisi la République du Congo pour aborder l'Afrique centrale. Un premier établissement sera construit à Pointe Noire dans le courant du premier semestre 2017, pour une livraison au 2^{ème} semestre 2018. Une deuxième implantation est prévue à Brazzaville dans la zone aéroportuaire. Les terrains sont déjà acquis et l'investissement générerait 300 emplois. Vinci/Sogea assurera le génie civil. Ce concept moyen de gamme écoresponsable, destiné à une clientèle africaine à 60 %, devrait tirer parti du contexte économique morose du pays pour capter la clientèle d'expatriés.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : AltéAd, la multinationale française spécialisée dans la logistique lance ses activités au Cameroun

La multinationale française spécialisée dans la logistique intégrée AltéAd, a présenté ses activités au Cameroun, le 24 janvier 2017 à Douala. Selon le Président d'AltéAd, Jean François Torre, ses activités devraient s'étendre à toute la sous-région Afrique Centrale. AltéAd Cameroun compterait déjà 80 salariés.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : contribution des ONG et des associations au développement du pays**

Selon le conseil des ministres du 1^{er} février 2017, 73 Mds FCFA (111 M EUR) ont été investis par les ONG et les associations dans le développement du Burkina en 2015. 73 % de ces investissements ont été consacrés aux secteurs sociaux et 17 % à l'appui à la production. Le rapport montre cependant que les régions du Centre, du Centre-Nord et du Sahel, ont bénéficié de très peu d'investissements. Au titre des réalisations physiques, 12 établissements scolaires ont été construits et 35 596 élèves et étudiants ont été pris en charge. Dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, 908 puits et forages et 39 207 latrines ont été réalisés.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Zimbabwe : mission d'entreprises conduite par le Président de l'Adepta du 24 au 25 avril 2017**

L'Adepta mènera une délégation de professionnels au Zimbabwe du 24 au 25 avril 2017. L'objectif de cette mission est de permettre aux participants de comprendre le contexte et les enjeux agricoles et agroalimentaires du pays, de rencontrer la communauté d'affaires locale et de nouer de premiers contacts commerciaux. Cette mission, conduite par le Président de l'Adepta François Burgaud, sera l'occasion de positionner l'offre française sur un secteur hautement stratégique pour les autorités zimbabwéennes. Les entreprises intéressées par cette mission peuvent contacter Aude Roelly, responsable Afrique d'Adepta (aude.roelly@adepta.com).

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

